

**Arrêté préfectoral du 02 SEP 2022
portant mise en demeure
Société EUROCAST au Poinçonnet,
fonderie de métaux et d'alliages non ferreux**

Le Préfet de l'Indre,

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 24 décembre 2004 à la société RENCAST pour l'exploitation d'une unité de fabrication de pièces en alliage moulé sur le territoire de la commune du Poinçonnet, route de Montluçon, concernant notamment la rubrique 2552-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013248-0004, délivré le 5 septembre 2013 à la société EUROCAST, portant modification des conditions d'exploitation de son établissement ;

Vu les articles 4.3.5 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2013 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à l'inspection du 28 avril 2022 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 10 mai 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 13 mai 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 10 juin 2022 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 30 juin 2022 ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 avril 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les eaux pluviales rejetées au niveau des points EP1, EP2, EP3 et EP4 ne font pas l'objet d'un traitement par un séparateur d'hydrocarbures ;
- les eaux pluviales rejetées au point EP4 présentent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission prescrites pour les paramètres DCO, DBO5 et MEST ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions des articles 4.3.5 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2013 susvisé ;

Considérant que la maîtrise des impacts sur l'environnement et des risques pour les tiers en lien avec le fonctionnement des installations n'est pas garantie en raison de l'ensemble de ces constats ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société EUROCAST de respecter les prescriptions des articles 4.3.5 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1

La société EUROCAST exploitant une fonderie de métaux et d'alliages non ferreux sise route de Montluçon sur le territoire de la commune du Poinçonnet est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 4.3.5 et 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2013 susvisé en :

- dotant, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, son installation de séparateurs d'hydrocarbures permettant de traiter les eaux pluviales rejetées au niveau des points EP1, EP2, EP3 et EP4 ;
- respectant, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté, les valeurs limites d'émission prescrites en ce qui concerne les eaux pluviales rejetées au niveau du point EP4.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à la société EUROCAST. Une copie est adressée à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Conformément à l'article R. 171-8 du Code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, le maire du Poinçonnet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet, et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Nadine CHAÏB

